

Note

*À l'attention des entreprises
souhaitant répondre à cet appel d'offres*

Dossier Suivi par :
DARRINÉ Serge
Tél : 0187696002
Mél : serge.darrine@insee.fr

Montrouge, le 06 janvier 2025
N°2025_245_DG75-E001

Objet : Demande de devis pour une prestation d'enrichissement de données de contact d'entreprises

Madame, Monsieur,

La direction des Statistiques d'entreprises (DSE) de l'Insee souhaiterait disposer d'une offre pour une prestation d'enrichissement de données de contact dont le cahier des charges et le cahier des clauses techniques particulières sont indiqués ci-après.

Si cette consultation vous intéresse, vous voudrez bien nous adresser la proposition financière selon le modèle transmis par l'administration au plus tard vendredi 31 janvier 2025 à 17h00 à l'adresse mail suivante : dq75-se23-gestion-et-suivi-des-achats@insee.fr

L'Insee attire votre attention sur le fait que le même courrier est envoyé simultanément à plusieurs entreprises.

Afin de juger de l'adéquation entre la prestation attendue et le service proposé par les candidats, l'Insee fournira un fichier test d'une centaine d'entreprises récentes à enrichir de données de contact sous un délai de 10 jours ouvrés maximum.

Par ailleurs, il est demandé aux candidats de présenter des références d'opérations d'enrichissement similaires réalisées dans le cadre de précédentes prestations ou prestations en cours. Les sources utilisées pour retrouver les différentes coordonnées ainsi que la méthode employée seront également indiquées dans le dossier de candidature.

Le jugement des offres conformes au cahier des charges sera effectué sur les critères suivants :

- prix 50 %
- valeur technique 50 % dont :
 - 30 % sur l'évaluation de la qualité du fichier test retourné par les candidats
 - 10 % sur la fluidité des échanges et respect des délais et canaux de transmission lors du test
 - 10 % sur les références et informations de méthodes détaillées dans le dossier de candidature

L'Insee se réserve la possibilité de négocier avec le ou les candidats ayant présenté les meilleures offres.

Pour toute demande d'information sur la prestation, vous pouvez contacter Mme Claudie BECQUET, par mail à l'adresse claudie.becquet@insee.fr, ou au numéro de téléphone suivant : 06 79 39 13 76.



Cahier des charges

I – Clauses administratives

1. OBJET

La présente prestation a pour objet la recherche d'adresse postale, e-mail et numéro de téléphone d'entreprises pour faciliter le contact et la relance des entreprises interrogées dans le cadre des collectes du dispositif Sine (système d'information sur les nouvelles entreprises).

2. PROCÉDURE DE PASSATION

La présente prestation est soumise aux dispositions de code de la commande publique. Les documents contractuels la régissant sont, par ordre de priorité :

- le bon de commande passé par l'administration ;
- le présent cahier des charges ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au journal officiel du 1^{er} avril 2021) ;
- la proposition financière remplacée par un devis daté et signé demandé à l'entreprise attributaire, après l'analyse des offres ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet le 01/04/2025.

Il est conclu pour une durée d'un an.

Il est reconductible tacitement deux fois pour une durée d'un an. Sa durée maximale sera de donc 3 ans, sauf dénonciation par l'Insee avant le début de la période suivante. Quelle que soit la décision prise, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

4. EXÉCUTION DU MARCHÉ

Des bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins.

5. PRIX

Les prestations sont des fournitures courantes ou services. Le titulaire certifie que les prix n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir à l'Insee, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les prix des prestations qui figurent dans la proposition financière seront repris intégralement dans un devis établi sur papier à en-tête de l'entreprise daté et signé.

Le taux de TVA est celui en vigueur.

Le devis devra faire figurer le montant HT, le Taux de TVA, le montant de la TVA et le montant TTC de la prestation.

6. RÉVISION DE PRIX

Les prix des prestations qui figurent dans l'offre financière sont susceptibles d'être révisés à chaque reconduction à la demande du prestataire en fonction du barème des prix applicable à sa clientèle. Dans ce cas, il devra fournir les justificatifs en appui à sa demande.



7. VÉRIFICATIONS DES PRESTATIONS

Les vérifications ont pour but de s'assurer que la qualité des livrables est conforme aux stipulations du présent cahier des charges et à l'état de l'art.

La conformité des prestations est matérialisée par la certification du service fait.

8. FACTURATION

Pour un même bon de commande, un devis détaillé par opération sera fourni par le prestataire. La facturation sera réalisée pour chaque opération décrite au sein de ce bon de commande.

Le mode de transmission demandé est celui de la dématérialisation.

Après exécution des prestations, le titulaire saisit ou transmet sa facture en mode dématérialisé et sécurisé, par l'outil en ligne Chorus Pro, accessible sur Internet à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Après la saisie ou la transmission de la facture, cet outil délivre un accusé de réception et permet au titulaire de suivre en ligne l'avancement du règlement de sa facture.

Les informations suivantes sont **indispensables** pour la transmission des factures du présent marché par Chorus Pro

Siret de l'État : 110 002 011 00044 : lors de la saisie de la facture, dans la partie « destinataire », cocher « Oui » à la question « le destinataire est-il l'état ? » ;

c'est ce numéro Siret qui doit alors apparaître comme identifiant.

Surtout, ne jamais renseigner le Siret de l'Insee.

Code service en charge des factures : FAC9470075 : dans la partie « destinataire », à la rubrique « service », sélectionner le service spécifié ci-dessus, à l'exclusion de tout autre.

Important : Les factures portent obligatoirement **sous peine de rejet**, outre les mentions légales, la mention suivante :

- le numéro Chorus du bon de commande, numéro à 10 chiffres commençant par 15.

9. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

L'ouverture du droit à paiement est acquise à la constatation du service fait établie par l'Insee. Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique. Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans le délai maximum fixé par voie réglementaire, soit 30 jours.

Ce délai court à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de réception de la facture,
- date d'ouverture du droit à paiement.

Les sommes dues après expiration de ce délai sont majorées des intérêts moratoires au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.



La date de paiement d'une facture ou d'un groupe de factures exigibles simultanément est portée à la connaissance du titulaire sur l'avis de crédit correspondant.

L'ordonnateur de la dépense est le directeur général de l'Insee.

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé auprès du ministre en charge du budget.

Les avances ne sont pas autorisées.

Il n'est pas prévu d'indemnisation en cas de résiliation unilatérale.

En cas de litige survenant dans l'exécution du marché, la réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

L'Insee s'engage à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 20 jours ouvrés pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est le service en charge du suivi d'exécution : contacts-marches-publics@insee.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediationfournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront également directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux. Cette juridiction est la juridiction administrative de Cergy-Pontoise (95).



II – Clauses techniques

1 - Contexte de la prestation

1.1 - Présentation de l'Insee

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) est une direction générale du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

L'Insee collecte, produit et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises afin que tous les acteurs intéressés (administration, entreprises, chercheurs, médias, enseignants, particuliers) puissent les utiliser pour effectuer des études, faire des prévisions et prendre des décisions. Il coordonne le système statistique public français, prend part au système statistique européen (coordonné par Eurostat) et contribue à la construction de la statistique internationale (coordonnée par l'ONU). L'Insee est également chargé de la gestion et/ou de la diffusion de différents répertoires (répertoire national d'identification des personnes, répertoire électoral unique, système informatisé du répertoire des entreprises et des établissements).

1.2 - Présentation de l'enquête Sine

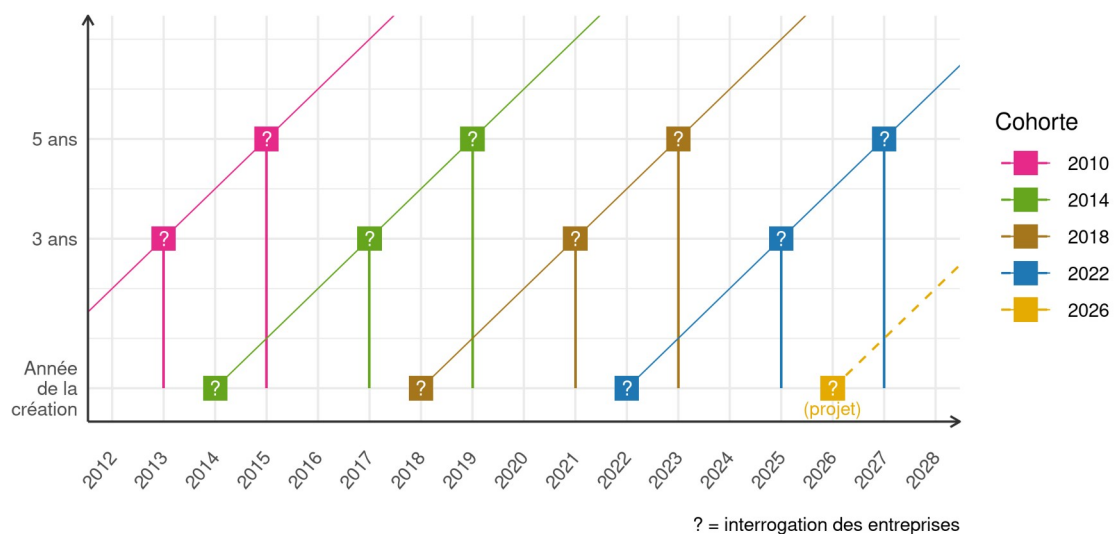
Le dispositif Sine (Système d'information sur les nouvelles entreprises) est un système permanent d'observation des jeunes entreprises. Il a pour objectif de suivre une génération d'entreprises pendant cinq ans et d'analyser les conditions de développement et les problèmes rencontrés par les jeunes entreprises lors des 5 premières années de leur existence. Une génération correspond aux entreprises créées la même année.

L'ossature de ce système repose sur trois enquêtes directes :

- La première enquête intervient dès les premiers mois de la création de l'entreprise.
- La seconde interrogation est réalisée la troisième année d'existence de l'entreprise.
- La troisième enquête est adressée cinq ans après la naissance.

De façon à pouvoir toucher les nouveaux entrepreneurs le plus tôt possible après le montage du projet, chaque génération d'entreprises est représentée par les seules créations du premier semestre de l'année.

Le dispositif Sine prévoit d'enquêter une génération d'entreprises créées, tous les quatre ans. Les interrogations des entreprises sont représentées sur le schéma par des points d'interrogations.



La première génération enquêtée sont les créateurs de 1994.

Chaque collecte se déroule de début novembre N à fin mars N+1. La dernière collecte réalisée, entre novembre 2023 et mars 2024, correspondait à la 3^e interrogation de la génération 2018. La suivante, qui aura lieu entre novembre 2025 et mars 2026, correspondra à la 2^e interrogation de la génération 2022.

Jusqu'à l'enquête de novembre 2019 (2014.3), l'interrogation des entreprises était réalisée par voie postale (collecte monomode par questionnaire papier).

Depuis la collecte de novembre 2021, les entreprises sont invitées à répondre au questionnaire par Internet par le biais d'un portail de collecte. Pour celles qui le souhaitent, un questionnaire papier leur est adressé personnellement. À l'occasion de la dernière relance (mise en demeure), un exemplaire leur est automatiquement envoyé.

Le champ de l'enquête Sine 2022 porte sur les créations d'entreprises (sociétés et entreprises individuelles y compris sous le régime du micro-entrepreneur) enregistrées dans le répertoire SIRENE et ayant eu lieu au cours du premier semestre 2022. La date de création prise en compte est la date d'événement réelle, et non la date d'enregistrement dans le répertoire SIRENE.

La couverture économique du dispositif Sine 2022 correspond au secteur marchand non agricole. C'est le champ économique utilisé pour la statistique courante de création d'entreprise. Ce champ couvre donc les activités économiques réelles et marchandes des secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services, en France métropolitaine et dans les DOM (Guyane, Martinique, Guadeloupe, La Réunion et Mayotte).

2 - Périmètre de la prestation

L'enquête Sine est réalisée auprès d'un échantillon de créateurs d'entreprises sur une période donnée (premier semestre de l'année considérée). Un enrichissement de cet échantillon en coordonnées postales, e-mail et téléphones par recherches annuaires ou fichiers partenaires est réalisé par le titulaire, à différentes phases de la collecte.

L'enquête Sine porte sur les créateurs d'entreprises des secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services, en France métropolitaine et dans les DOM (Guyane, Martinique, Guadeloupe, La Réunion et Mayotte). Il peut s'agir de sociétés, d'entreprises individuelles ou de micro-entrepreneurs. Ces entreprises ont toutes au maximum 5 ans d'existence puisqu'elles sont interrogées l'année de leur création, puis respectivement 3 ans et à 5 ans après leur création.

La prestation décrit ici couvre les collectes suivantes :

- 2^e interrogation de la cohorte 2022 (trois ans après leur création), de novembre 2025 à mars 2026, échantillon d'environ 45 000 unités
- 1^{re} interrogation de la cohorte 2026 (créateurs au premier semestre 2026), de novembre 2026 à mars 2027, échantillon d'environ 70 000 unités
- 3^e interrogation de la cohorte 2022 (5 ans après leur création), de novembre 2027 à mars 2028, échantillon d'environ 33 000 unités

3 - Besoins à satisfaire

3.1 - Objectif

Il est indispensable pour l'Insee de disposer d'une adresse postale correcte et d'au moins un type de coordonnées de contact complémentaire (e-mail ou téléphone) pour chaque unité de l'échantillon.

En effet, afin de produire des résultats robustes et de qualité, il est essentiel que l'ensemble des unités de l'échantillon puissent être contactées, voire relancées, durant la phase de collecte de l'enquête. Pour cela, des données de contact de différentes natures sont nécessaires.

Le premier contact, annonçant le lancement de la collecte, est réalisé par voie postale et, lorsqu'un e-mail est disponible, doublé par un emailing. Les relances sont effectuées en combinant plusieurs modes de contact : courrier postal, emailing. Trois relances courrier/mail sont prévues par le protocole de l'enquête Sine : début décembre N, début janvier N+1 et début mars N+1 (cette dernière relance e-mail est planifiée mi-mars N+1). Une relance téléphonique sur une sous-population d'entreprises à relancer est prévue. Enfin, à des fins d'expertise du questionnaire, les gestionnaires sont amenés à devoir contacter téléphoniquement une entreprise.

Certaines coordonnées de contact peuvent être déjà présentes dans l'échantillon (information issue de la base de sondage ou recueillies lors des précédentes collectes). Lors de la première utilisation de ces informations, certaines coordonnées peuvent s'avérer non fonctionnelles (ex : courrier postal retourné en « pli non distribué » - PND, échec de distribution d'un e-mail, numéro de téléphone non attribué). Pour celles-ci comme pour les unités ne disposant d'aucune coordonnée complémentaire à l'adresse postale, le titulaire effectuera des recherches dans différentes sources externes.

3.2 - Description sommaire des opérations

Pour chaque collecte, les opérations se dérouleront en deux grandes phases :

1. avant le lancement d'une collecte : **enrichissement initial** de l'échantillon en e-mail et téléphone pour les unités qui n'en disposent pas. A la constitution de l'échantillon, l'adresse postale des unités à enquêter est a minima disponible. Pour les collectes de 2^e et 3^e interrogation, l'enrichissement portera également sur la recherche d'adresses pour les PND de l'interrogation précédente d'entreprises présumées actives¹
2. en cours de collecte : **enrichissement complémentaire** pour correction des coordonnées postales et e-mail infructueux (non distribution de courrier/emailing)

3.3 – Conditions de réalisation de l'objectif

Le titulaire vise l'atteinte de l'objectif pré-mentionné en termes de taux de contacts recherchés (volumétrie), taux de contacts effectivement enrichis (taux de réussite) et respect des délais imposés, (délais variables à tenir selon la phase concernée : lancement et collecte en cours) dans le cadre des conditions définies dans le présent document.

Plus précisément, il est attendu du titulaire :

- phase d'enrichissement initial, au lancement de l'enquête :
 - maximisation des recherches abouties : un taux de réussite minimum de 70 % est attendu
 - durée de traitement : 1 mois, entre la livraison de l'échantillon par l'Insee et la restitution du fichier enrichi par le titulaire
- phase d'enrichissement complémentaire, en cours de collecte :
 - contrainte forte sur le délai : un taux de réussite minimum de 40 % de recherches abouties est attendu
 - durée de traitement : 5 jours ouvrés, entre la livraison de l'échantillon par l'Insee et la restitution du fichier corrigé par le titulaire

Les taux de réussite sont calculés comme suit :

- pas de coordonnée initiale (aucun e-mail ou téléphone connu) :
 - Si les recherches du titulaire le conduisent à une coordonnée (e-mail ou téléphone), la recherche compte pour 1 ;
 - sinon, la recherche compte pour 0.
- coordonnée initiale disponible mais non valide (PND ou e-mail en erreur) :
 - Si les recherches du titulaire le conduisent à une coordonnée (adresse postale ou e-mail) différente de la coordonnée initiale détenue par l'Insee, la recherche compte pour 1 ;

¹ Pour 2022.1, 2624 PND non traités et 3977 PND confirmés sont enregistrés (adresse de correspondance = adresse de l'unité légale), soit 9 % des unités enquêtées. Ces chiffres seront minorés avec la sélection, avant la collecte 2022.2, des entreprises encore actives dans Sirene

- Si les recherches du titulaire le conduisent à une coordonnée (adresse postale ou e-mail) équivalente à l'adresse initiale détenue par l'Insee, la recherche compte pour 0,25.

En cas de non atteinte des objectifs en fin de prestation (soit un minimum attendu de 70 % ou de 40 % selon la phase concernée), le titulaire apporte la justification de ses résultats. Il est rémunéré en fonction du nombre d'unités à enrichir et effectivement complétées. Des pénalités spécifiques s'appliquent si moins de 60 % des objectifs sont remplis.

À l'issue de chaque collecte, un bilan sera réalisé par l'Insee sur la validité effective des coordonnées transmises par les enrichissements fournis par le titulaire (contact possible avec l'entreprise après mobilisation de ces nouvelles coordonnées) afin d'évaluer la qualité de la prestation et son apport dans le processus de collecte.

4 - Caractéristiques de l'enquête Sine

4.1 – Échantillon et volumétrie

L'échantillon des collectes Sine a deux origines possibles :

- pour les collectes de première interrogation, l'échantillon est tiré dans la base de sondage issue du système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) de l'Insee.
- pour les collectes de réinterrogation (N+3 et N+5), l'échantillon est constitué à partir des unités de l'échantillon de 1^{re} interrogation encore actives 3 ans (resp. 5 ans) plus tard.

Deux conséquences à cela :

- conséquence volumétrique : les échantillons des collectes N+3 et N+5 sont moins volumineux que l'échantillon initial : 70 000 unités en première interrogation, environ 45 000 en 2^e interrogation et 33 000 en 3^e interrogation
- conséquence sur l'enrichissement attendu : les informations de contact disponibles dans l'échantillon diffèrent selon qu'il s'agit d'une collecte de première interrogation (entreprise nouvellement créée) ou d'une collecte de réinterrogation (entreprise active 3 ans ou 5 ans après sa création) :
 - pour les collectes de première interrogation, seule une adresse postale est fournie par la base de sondage. Aucun numéro de téléphone ni adresse e-mail ne sont disponibles.
L'enrichissement en données de contact téléphone et mail concerne l'échantillon complet d'unités.
 - pour les collectes de réinterrogation, les informations de contact (adresse postale, e-mail, téléphones) recueillies lors des précédentes collectes sont conservées et il est donc possible de disposer, en plus de l'adresse postale, d'un numéro de téléphone et/ou e-mail.
L'enrichissement en données de contact postal, téléphone et mail est au lancement de l'enquête plus limité et ne concerne qu'une partie de l'échantillon² (unités sans mail, sans téléphone ou dont le courrier postal a fait l'objet d'un PND à l'interrogation précédente).

4.2 - Calendrier prévisionnel et échéances

Pour une collecte donnée (première interrogation ou réinterrogation), on distingue donc deux phases d'opérations à réaliser par le titulaire :

1. une phase au lancement d'une collecte : **enrichissement initial** de l'échantillon en e-mail et téléphone pour les unités qui n'en disposent pas et en adresse postale pour les unités en PND lors de l'interrogation précédente
2. une phase en cours de collecte : **enrichissement complémentaire** en coordonnées postales et e-mail suite à la non distribution de courrier/emailing

La phase d'enrichissement initial est réalisée une seule fois par collecte.

² Pour une collecte de 2^e interrogation, on estime à environ 15 % la part des unités sans e-mail ni téléphone. Pour une collecte de 3^e interrogation, cette part est estimée à environ 10 %.

La phase d'enrichissement complémentaire en cours de collecte sera reconduite avec une volumétrie variable et fortement contrainte en temps :

- a) Suite au emailing d'ouverture : enrichissement en e-mails des unités dont le emailing d'ouverture est infructueux (n'a pas été remis)³
- b) En vue de la première relance postale : enrichissement en adresses postales des unités dont le courrier postal d'ouverture est revenu en « pli non distribué » (PND)⁴
- c) avant la deuxième relance postale : recherche des adresses postales des unités dont au moins un courrier postal (première relance ou ouverture dont le PND a été reçu après le 1^{er} enrichissement complémentaire) est revenu en « pli non distribué » (PND)

Pour l'enrichissement initial au lancement de la collecte **un délai d'un mois** sera donné au titulaire pour maximiser le taux de réussite de l'enrichissement postal, e-mail et téléphone.

Pour les enrichissements complémentaires en cours de collecte (opérations a, b et c), le titulaire disposera d'une durée courte de **5 jours ouvrés** de recherche entre la mise à disposition du fichier à enrichir et la restitution du livrable.

Avant la première collecte couverte par la présente prestation, une opération test sur un lot de 500 unités sera programmée entre l'Insee et le titulaire afin de valider le processus et le format des fichiers échangés. Ce test aura lieu au 1^{er} semestre de l'année de la première collecte prise en charge par le titulaire. Cette opération test visera à affiner le processus : le respect des délais notamment contraints en cours de collecte et à vérifier la qualité/faisabilité de l'enrichissement livré en retour.

Test de processus		
Début juin 2025	Mise à disposition de l'échantillon test par l'Insee	500 unités
Juin 2025	Enrichissement de l'échantillon test en adresses postales, e-mail et téléphone par le titulaire	
Fin juin 2025	Restitution du fichier test enrichi par le titulaire	

Collecte 2025			Volumes estimés
Enrichissement initial	Mi-septembre 2025	Mise à disposition de l'échantillon par l'Insee	
	Mi-sept. 2025 – mi-oct. 2025	Enrichissement initial de l'échantillon (adresse postale, e-mail et téléphone) par le titulaire	13 000 unités
	Mi-octobre 2025	Restitution du fichier enrichi par le titulaire	
Enrichissement e-mail	Début novembre 2025	Mise à disposition d'un fichier d'unités pour lesquelles le mail d'ouverture est revenu en échec	3 500 unités
	1 ^{re} quinzaine de novembre 2025 (1 semaine)	Recherche par le titulaire de nouveaux e-mails pour les mails en échec	
	Mi-novembre 2025	Restitution par le titulaire du fichier mails en échec mis à jour	
Enrichissement PND 1	Mi-novembre 2025	Mise à disposition d'un premier fichier avec les unités en PND par l'Insee	2 000 unités
	2 ^e quinzaine novembre 2025 (1 semaine)	Recherche de nouvelles adresses postales pour les unités en PND par le titulaire	
	Fin novembre 2025	Restitution du 1 ^{er} fichier PND mis à jour par le titulaire	
	Mi-décembre 2025	Mise à disposition d'un second fichier avec les unités en PND par l'Insee	5 000 unités

³ On estime à environ 10 % la part des e-mails qui reviennent en échec

⁴ On estime à 15 % de l'échantillon les courriers postaux qui reviennent en PND et à 25 à 30 % la part des PND reçus dans les 10 premiers jours qui suivent l'envoi du courrier

	2e quinzaine décembre 2025 (1 semaine)	Recherche de nouvelles adresses postales pour les unités en PND par le titulaire	
	Fin décembre 2025	Restitution du 2nd fichier PND mis à jour par le titulaire	

Collecte 2026			Volumes estimés
Enrichissement initial	Mi-septembre 2026	Mise à disposition de l'échantillon par l'Insee	
	Mi-sept. 2026 – mi-oct. 2026	Enrichissement de l'échantillon en e-mail et téléphone par le titulaire	70 000 unités
	Mi-octobre 2026	Restitution du fichier enrichi par le titulaire	
Enrichissement e-mail	Début novembre 2026	Mise à disposition d'un fichier d'unités pour lesquelles le mail d'ouverture est revenu en échec	5 000 unités
	1re quinzaine de novembre 2026 (1 semaine)	Recherche par le titulaire de nouveaux e-mails pour les mails en échec	
	Mi-novembre 2026	Restitution par le titulaire du fichier mails en échec mis à jour	
Enrichissement PND 1	Mi-novembre 2026	Mise à disposition d'un premier fichier avec les unités en PND par l'Insee	3 000 unités
	2 ^e quinzaine novembre 2026 (1 semaine)	Recherche de nouvelles adresses postales pour les unités en PND par le titulaire	
	Fin novembre 2026	Restitution du 1 ^{er} fichier PND mis à jour par le titulaire	
Enrichissement PND 2	Mi-décembre 2026	Mise à disposition d'un second fichier avec les unités en PND par l'Insee	7 000 unités
	2 ^e quinzaine décembre 2026 (1 semaine)	Recherche de nouvelles adresses postales pour les unités en PND par le titulaire	
	Fin décembre 2026	Restitution du 2nd fichier PND mis à jour par le titulaire	

Collecte 2027			Volumes estimés
Enrichissement initial	Mi-septembre 2027	Mise à disposition de l'échantillon par l'Insee	
	Mi-sept. 2027 – mi-oct. 2027	Enrichissement de l'échantillon en adresse postale, e-mail et téléphone par le titulaire	10 000 unités
	Mi-octobre 2027	Restitution du fichier enrichi par le titulaire	
Enrichissement e-mail	Début novembre 2027	Mise à disposition d'un fichier d'unités pour lesquelles le mail d'ouverture est revenu en échec	3 000 unités
	1re quinzaine novembre 2027 (1 semaine)	Recherche par le titulaire de nouveaux e-mails pour les mails en échec	
	Mi-novembre 2027	Restitution par le titulaire du fichier mails en échec mis à jour	
Enric	Mi-novembre 2027	Mise à disposition d'un premier fichier avec les unités en PND par l'Insee	1 500 unités

	2 ^e quinzaine novembre 2027 (1 semaine)	Recherche de nouvelles adresses postales pour les unités en PND par le titulaire	
	Fin novembre 2027	Restitution du 1 ^{er} fichier PND mis à jour par le titulaire	
Enrichissement PND 2	Mi-décembre 2027	Mise à disposition d'un second fichier avec les unités en PND par l'Insee	3 500 unités
	2 ^e quinzaine décembre 2027 (1 semaine)	Recherche de nouvelles adresses postales pour les unités en PND par le titulaire	
	Fin décembre 2027	Restitution du 2 nd fichier PND mis à jour par le titulaire	

5 – Prestations attendues

5.1 – Recherche d'adresses postales : gestion des PND

Une **adresse postale** sera systématiquement disponible à partir de la base de sondage lors des collectes de première interrogation.

Pour les enquêtes de réinterrogation, l'adresse postale disponible est celle de la première interrogation ou celle renseignée par l'entreprise lors de l'interrogation précédente.

Cela étant, il est possible que le courrier pour annoncer l'enquête, envoyé à la dernière adresse connue, revienne en "pli non distribué" (PND). Il sera alors demandé au titulaire de rechercher une autre adresse dans des sources externes.

Les PND sont envoyés au fil de l'eau par La Poste. L'Insee constituera un fichier de PND à partir des retours reçus, pour enrichissement complémentaire de l'adresse postale par le titulaire.

Un premier fichier sera constitué à partir des PND reçus la 1^{re} quinzaine de la collecte, pour prise en compte lors de la 1^{ère} relance.

Un second fichier sera constitué au bout d'un premier mois et demi de collecte, pour prise en compte lors de la 2^e relance.

Pour les collectes de réinterrogation, les PND lors de l'interrogation précédente seront fournis au titulaire pour traitement lors de l'enrichissement initial, avant la collecte.

L'adresse initialement utilisée pour l'envoi des courriers sera communiquée au titulaire à titre informatif.

5.2 – Recherche d'e-mails : enrichissement et gestion des e-mails infructueux

Pour les enquêtes de 1^{re} interrogation, l'enrichissement initial en e-mail des unités échantillonnées est systématique au lancement de la collecte.

Pour les enquêtes de réinterrogation, l'e-mail, si disponible, est celui communiqué lors de l'interrogation précédente, sinon il sera demandé en enrichissement initial.

Cet e-mail est utilisé par l'Insee lors de la phase des emailings d'ouverture (novembre N) et de relance (début décembre N, début janvier N+1, mi-mars N+1).

La gestion des e-mails infructueux demandera un enrichissement complémentaire par le titulaire début novembre N, sur la base des unités dont le mail d'ouverture envoyé début novembre N sera revenu en échec.

L'e-mail initialement utilisé pour l'emailing sera communiqué au titulaire à titre informatif.

5.3 – Recherche de numéros de téléphone : enrichissement

Pour les enquêtes de 1^{re} interrogation, l'enrichissement initial en **numéro de téléphone** des unités échantillonnées est systématique au lancement de la collecte

Pour les enquêtes de réinterrogation, les numéros de téléphone, si disponibles, sont ceux communiqués lors de l'interrogation précédente sinon il sera demandé en enrichissement complémentaire.

Ces numéros de téléphone sont utilisés par l'Insee lors de la phase de relance téléphonique (de mi-janvier N+1 à fin février N+1) et pour tout contact nécessaire avec l'entreprise (par exemple, dans le cas d'expertise).

5.4 – Restitution des données

Les fichiers échangés entre le titulaire et l'Insee sont au format csv.

Chaque mise à jour des coordonnées doit être renseignée.

La prise en charge du suivi des coordonnées doit se faire dans le respect strict des dispositions du RGPD.

La base de données fournie par l'Insee avant l'enrichissement contiendra, pour l'ensemble des unités à enquêter, a minima les informations suivantes :

- identifiant de l'unité (SIREN)
- adresse postale « initiale »
- e-mail « initial »
- coordonnées téléphoniques « initiales »

Le **fichier transmis en retour par le titulaire** après enrichissement comportera les informations de la base initiale complétées par :

- adresse postale issue de l'enrichissement réalisé par le titulaire, restituée par le titulaire selon la même modélisation que celle dans laquelle l'adresse a été fournie
- e-mail issue de l'enrichissement réalisé par le titulaire
- coordonnées téléphoniques issues de l'enrichissement réalisé par le titulaire

Afin d'évaluer les résultats de la prestation et de calculer les taux de réussite, l'Insee complétera la base restituée par le titulaire avec les informations suivantes :

- variable informative sur le résultat de la recherche d'adresse : « différent » (nouvelle adresse trouvée) ou « équivalent » (pas de nouvelle adresse trouvée)
- variable informative sur le résultat de la recherche d'e-mail : « différent » (nouvel e-mail trouvé) ou « équivalent » (pas de nouvel e-mail trouvé)
- variable informative sur le résultat de la recherche de téléphone : « différent » (nouveau téléphone trouvé) ou « absent » (pas de téléphone trouvé)

Cette dernière version de la base de données sera fournie au titulaire à l'issue de toutes les phases d'enrichissement d'une collecte donnée.

6 – Sécurité

Les échanges d'informations se font par voie sécurisée électronique, messagerie électronique, application internet ou transfert IP. Pour les transferts télématiques, le canal de transmission est le service d'échanges de fichiers (SEF) de France Transfert.

Ces échanges et l'utilisation des données seront conformes aux engagements du titulaire vis-à-vis de l'Insee et du titulaire. L'ensemble du personnel du titulaire appelé à travailler sur l'enquête Sine signe un engagement de confidentialité (cf. Annexe 1).

À la fin de chaque collecte (avril 2026, avril 2027 et avril 2028), après la validation des livrables et sur demande des responsables de l'enquête à l'Insee, le titulaire s'engage à détruire l'ensemble des données reçues et collectées dans le cadre de l'enquête Sine. Il devra fournir une attestation de destruction à réception de laquelle l'admission globale des prestations sera prononcée.

L'offre du titulaire décrit les dispositifs de sécurité et de confidentialité mis en œuvre pour respecter le RGPD.

Le chef de la Cellule "Appui au pilotage des
ressources"

Signé : Serge DARRINÉ

Pour information :

SES 54 : Nathalie Devillard, Claudie Becquet, Jean-Christophe Rincet

DSE : Myriam Broin, Serge Darriné, :DG75-SE23-Gestion et suivi des achats

DMI : Igor Smetankine